On se marie moins chez les Insoumis que chez les Républicains

Une enquête sur les « valeurs » françaises montre que si la nature de la cellule familiale a changé depuis 1981, son importance s'est maintenue.

Par Gabriel Bouchaud
Publié le 21/05/2019 à 10:20 | Le Point.fr



38 % de la population française vit au sein d'une union légale.

Quels changements a connu la cellule familiale depuis 1981 ? C'est l'une des questions abordées par les travaux de Sandrine Astor et de Viviane Le Hay, dans l'étude 2018 sur « La France des valeurs » (PUG). Tout d'abord, dans toutes ses variétés, la famille reste l'institution sociale la plus valorisée par les Français : 86 % d'entre eux la jugent très importante dans leur vie, loin devant le travail, les amis, ou encore la religion et la politique, à 15 et 10 % respectivement. La famille n'est donc pas en danger, même si elle change de forme.

Il faut cependant souligner l'augmentation du nombre de célibataires en France, 35 % en 2018. On compte plus de personnes célibataires que de personnes mariées. Ces dernières représentent 33 % des interrogés en 2018, contre 65 % en 1981. Cela dit, tous les célibataires ne le sont pas dans les faits : depuis 2008 sont prises en compte dans l'enquête des « valeurs » des situations relativement nouvelles, comme l'union libre ou les couples recomposés. De plus en plus, les Français commencent par vivre ensemble avant d'officialiser leur union. Ainsi, sur les célibataires déclarés, la moitié entretiennent une relation. Le nombre de personnes véritablement seules, avec ou sans enfants, a tout de même explosé : elles sont 37 % en 2018, contre 29 % en 2008.

Lire aussi Enquête : ce que pensent les Français de la nation et de l'Europe

Le mariage pour des questions religieuses

On voit alors que si les Français ne souhaitent plus forcément officialiser leur(s) union(s), la vie en couple au sein du même foyer reste la norme. Sur toutes les personnes vivant en couple, 72 % sont mariées et 7 % sont pacsées. Restent 21 % de ces couples vivant en union libre, un nombre en augmentation. Si le volume de personnes pacsées a plus que doublé en dix ans, cette hausse ne comble pas le déficit de mariages et monte le nombre total d'unions légales à 38 % de la population.

Les personnes choisissant encore de se marier le font bien souvent pour des questions religieuses : le Pacs est choisi en priorité par des personnes ne se réclamant d'aucune religion, alors que les personnes religieuses ont beaucoup plus tendance à se marier. Ce qui explique aussi que l'on fait plus d'enfants dans les couples mariés : 88 % d'entre eux en ont eu au moins un, contre 73 % des couples pacsés et 58 % des couples en union libre. Un clivage existe aussi entre gauche et droite. On se marie moins chez les militants de La France insoumise que chez les Républicains… On constate également l'explosion du nombre de divorces : on comptait, en 2018, plus de 13 % de divorcés.

Toujours la vie familiale

La famille garde, on l'a vu, une dimension extrêmement importante, et continue de se composer très majoritairement de couples qui vivent ensemble et élèvent des enfants, même s'ils ont une vision de leur engagement bien plus souple qu'il y a quarante ans. On note une évolution majeure parmi eux : l'équilibrage des responsabilités entre hommes et femmes. Alors que la majorité des personnes interrogées en 1990 était d'accord avec l'affirmation « Avoir un travail, c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c'est un foyer et un enfant », la tendance s'est inversée en 2018.

La monogamie et les enfants restent une part importante de la vie de couple. La fidélité est présentée comme le principal « facteur de succès d'un mariage ou d'une vie entre compagnons » pour 83 % des Français. Il s'agit d'une augmentation de 11 points en quarante ans ! Les enfants sont moins considérés comme un « facteur de succès », même si la majorité des répondants (54 %) considère que c'est un aspect très important.

On peut donc conclure que la vie familiale reste la norme en France, en dépit de quelques transformations, comme le caractère protéiforme des familles et le mariage qui n'est plus considéré comme une norme.

« La France des valeurs » sous la direction de P. Bréchon, F. Gonthier et S. Astor aux Presses universitaires de Grenoble